

ÉRIC DUHAIME

L'ÉTAT
CONTRE
LES JEUNES

COMMENT LES BABY-BOOMERS
ONT DÉTOURNÉ LE SYSTÈME

vib éditeur

ÉRIC DUHAIME

L'ÉTAT CONTRE LES JEUNES

Comment les baby-boomers
ont détourné le système

v1b éditeur

Une compagnie de Quebecor Media

Avant-propos

Comment devient-on un libertarien québécois ?

On me demande souvent pourquoi et comment j'en suis venu à promouvoir une réduction des interventions gouvernementales, dans un Québec où l'État est omniprésent. Rien ne m'y prédisposait particulièrement. Si, durant leur jeunesse des années 1950, mes parents ont baigné dans l'eau bénite d'une province ultra-catholique et clériconationaliste, j'ai, de mon côté, grandi dans l'eau de rose d'un Québec social-démocrate résolument ancré dans un nationalisme affranchi de l'emprise cléricale d'où il avait émergé.

Je suis devenu membre du Parti Québécois dès que j'ai atteint l'âge minimum de 16 ans. Je l'ai fait naturellement, sans trop me poser de questions, comme si c'était héréditaire. Voulant être un citoyen engagé, je me suis retrouvé quelques mois plus tard président de l'association du PQ dans la circonscription de Vimont, sur l'île de Laval. Miblagueur, le journal local titra: « Il n'a pas l'âge de voter mais il est élu président du PQ ».

Mon militantisme péquiste en faveur de la souveraineté du Québec se jumelait à ma volonté d'étudier pour devenir haut fonctionnaire de l'État. Comme la plupart des Québécois francophones à l'époque, je croyais que seul un gouvernement contrôlé majoritairement par « nous » pouvait nous assurer un avenir collectif meilleur.

Mes premiers doutes quant à mon avenir professionnel surgirent alors que je complétais mes études en science politique à l'Université de Montréal. En 1991, je décrochai un emploi d'été dans la fonction publique ontarienne. L'occasion m'était ainsi offerte de quitter le cocon familial, d'améliorer ma connaissance de la langue anglaise et, surtout, de faire mes premières armes dans une fonction publique au sein de laquelle je rêvais d'obtenir un jour une permanence.

À mon arrivée à la direction des Arts du ministère de la Culture et des Communications, à Toronto, le choc fut brutal. Une scène est encore fraîche à ma mémoire. Un matin, alors que je me servais du thé à la cafétéria, j'entendis deux de mes nouveaux collègues, âgés d'à peine 30 ans, discuter avec passion de leur future pension et de leurs projets de retraite. À peine avaient-ils obtenu leur fameuse permanence que déjà ils comptaient le nombre d'années qu'il leur faudrait attendre avant d'en être « libérés » pour couler les décennies d'une retraite confortable. À 21 ans, j'aspirais à beaucoup mieux que de compter

les années qu'il me restait à endurer avant de sortir de prison, ou plutôt du bureau. Après ce stage de deux mois, j'ai commencé à l'École nationale d'administration publique (ENAP) une maîtrise en évaluation des politiques et des programmes. Mais c'est ce matin-là, dans cette cafétéria de la fonction publique ontarienne, que j'ai su avec certitude que jamais je ne deviendrais serviteur de l'État.

Mes convictions souverainistes et sociales-démocrates demeuraient néanmoins intactes, pour l'instant du moins. Il me fallut attendre encore un peu pour apercevoir de premiers feux jaunes.

Tandis qu'à l'ENAP on m'éduquait sur les politiques publiques, j'ai découvert une réalité qui allait m'obséder pour les deux décennies suivantes et qui m'inquiète encore : la croissance phénoménale de l'intervention de l'État au Québec, si elle a largement profité à la génération qui l'a instaurée, s'est fait aux dépens des générations suivantes.

Je me rappelle encore un échange instructif avec un haut fonctionnaire de l'État venu partager sa grande expérience avec les étudiants de l'ENAP. Je l'avais interpellé à propos de l'iniquité entre les générations que favorisait la politique du gouvernement québécois. Le fonctionnaire m'avait tout bonnement répondu que les décisions prises dans les années 1960 et 1970 découlaient d'un contexte où on présumait que le boom démographique et la

croissance de la productivité seraient sans fin. Si la réponse du mandarin avait le mérite d'être honnête, elle m'inquiéta au plus haut point pour l'avenir.

À cette époque charnière, mes champs d'intérêts et mes lectures se modifièrent en profondeur. J'eus la chance de rencontrer un professeur d'économie qui, même si je ne suivis pas son cours, m'influença plus que tous les autres réunis : Jean-Luc Migué. En achevant la lecture de son grand classique, *L'économiste et la chose publique*, j'eus le sentiment d'être mis devant une approche qui, si elle était mise en œuvre, serait susceptible d'améliorer réellement le sort des Québécois.

D'autres lectures incontournables, comme *La route de la servitude* de Friedrich Hayek, achevèrent de me convaincre que l'interventionnisme étatique fait davantage de dégâts qu'il n'apporte de bienfaits. Je découvrais des écoles de pensée économique et politique que nos collèges et universités n'enseignent pas assez, comme les travaux de l'école autrichienne d'économie, ceux de l'école de Chicago et la théorie des choix publics. Au terme de mes études de deuxième cycle, j'avais pleinement assumé mon virage à droite, au point de consacrer sans hésiter mon mémoire de maîtrise au sujet de la nécessaire privatisation d'Hydro-Québec.

Une volonté de plus en plus nette de rétablir l'équité entre les générations me fit cosigner avec un col-

lègue universitaire, Pierre Desrochers, une longue lettre d'opinion dans *Le Devoir* du 11 août 1993, dans laquelle nous nous opposons aux idées de Pierre Bourgault, l'ancien chef du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN). Nous n'avions pas beaucoup apprécié la façon avec laquelle il s'était acharné sur les idées d'un nouveau leader politique, alors encore assez peu connu, Mario Dumont. Nous écrivîmes au tribun indépendantiste :

Ayez au moins la décence de penser à payer votre portion de la note tant que vous le pouvez plutôt que d'échafauder de généreux programmes financés encore une fois sur le dos de ceux qui vous suivront. Ne demandez pas à notre génération de faire la vaisselle et le ménage de la maison bordélique où vous avez fêté pendant plus de 20 ans alors que vous vous remettez de vos libations sous les rayons réparateurs d'un soleil méridional. Si la plupart d'entre nous n'avons pas d'autres projets de société que de rembourser vos dettes et nous inquiéter de l'avenir, c'est peut-être tout simplement parce que nous avons la vie devant nous pour assumer les ratés du modèle de société que vous voulez encore nous imposer.

Anticipant déjà le déclin économique à venir, nous appelions à un virage : « Admettez que nous sommes surtaxés, surréglementés, surbureaucratés et aussi et surtout surendettés par un appareil public et parapublic dont les membres démotivés sont maintenant âgés en moyenne de plus de 50 ans. »

Bourgault refusa de débattre avec nous du contenu de cette lettre ouverte, mais celle-ci me permit de rencontrer celui qu'aujourd'hui de très nombreux Québécois appellent, chaleureusement et simplement, Mario. Dans les années qui suivirent, je travaillai dans l'ombre d'hommes politiques, principalement avec le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, puis avec celui de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, et enfin avec Mario Dumont, le leader de l'ADQ.

Pendant près de deux décennies, autant mon militantisme partisan que mon travail à la Chambre des communes et à l'Assemblée nationale me donnèrent la chance de faire les cent métiers, de découvrir à la dure le processus politique, de comprendre comment se prennent les décisions et, en me frottant aux tentacules du monstre de la bureaucratie publique, de réaliser où se trouve le vrai pouvoir.

Par la suite, j'eus la chance de travailler à apporter une aide technique pour le développement démocratique du Maroc, de la Mauritanie et de l'Irak. Cet épisode, qui dura près de cinq ans, me sensibilisa aux questions d'identité, de politique d'immigration, de même qu'à l'importance des valeurs des démocraties occidentales. Vue du monde arabo-musulman, la question du Québec ne se posait plus pour moi de la même manière.

À mon retour de Bagdad, en juillet 2009, j'étais davantage occupé à réfléchir sur ce que je venais de vivre et à panser certaines plaies qu'à me chercher un nouvel emploi. Mais les hasards de la vie me sourirent de nouveau. Des médias de Québec s'intéressèrent à mon expérience en zone de guerre. Après quelques entrevues, l'animateur Jérôme Landry m'offrait un poste de chroniqueur à CHOI-Radio X et c'était parti. Rapidement, je chroniquais à l'émission Dumont 360 à V-Télé, de même que dans six autres stations de radios et à Franchement Martineau à LCN, ainsi qu'au *National Post*, au *Journal de Québec* et dans les médias Sun au Canada anglais.

À l'été 2010, Joanne Marcotte, Ian Sénéchal, Roy Eappen, Guillaume Simard-Leduc, Gérard Laliberté et moi-même avons fondé le Réseau Liberté-Québec, un rassemblement de Québécois qui se préoccupent de la prospérité économique de leur société et qui, pour cette raison, réclament des changements politiques majeurs et en profondeur. Moi qui me suis cru longtemps pratiquement seul à croire aux libertés individuelles et à un rôle minimal pour l'État, je me rends compte désormais, et à tous les jours, que nous sommes toujours plus nombreux à vouloir un Québec libre... de l'étatisme!

Introduction

Il y a un demi-siècle, l'État québécois représentait pour la génération de l'après-guerre, les baby-boomers, un extraordinaire outil d'ascension et de solidarité. L'interventionnisme gouvernemental, alors en pleine croissance, permettait aux francophones de jouer un rôle plus important dans l'économie, de s'enrichir, de développer de grands projets, d'attirer des événements internationaux d'envergure et même, pour un grand nombre d'entre eux, de se trouver un emploi permanent, à l'abri des aléas de la conjoncture socio-économique.

La réalité sera tout autre pour les jeunes du Québec d'aujourd'hui et de demain. Pour la première fois depuis que nos ancêtres ont foulé le sol du continent nord-américain, une génération s'apprête à laisser moins à ses enfants que ce dont elle a hérité. Les 40 ans et moins sont maintenant assurés de vivre collectivement plus pauvres que leurs parents.

Pire encore: ceux qui ont moins de 45 ans aujourd'hui devront au cours de leur vie payer en moyenne deux cent mille dollars de plus en taxes et impôts de toutes sortes que ce qu'ils obtiendront en retour en biens et services publics. Chacun devra donc déboursier l'équivalent de l'hypothèque d'une belle

maison sans en tirer le moindre bénéfice. Il ne s'agit pas d'entonner une fois de plus la morne complainte des plus jeunes contre leurs aînés, mais il est crucial de comprendre en quoi l'État tentaculaire est le grand responsable de ce détournement de richesse, de ce véritable « hold-up intergénérationnel ».

Bien d'autres avant moi ont écrit sur cette injustice consistant, pour s'acheter du bonheur à court terme, à piger dans les poches de ceux qui n'ont pas encore le droit de vote ou qui, c'est plus aberrant encore, ne sont même pas nés. On en parlait déjà il y a vingt ou trente ans. Mais aujourd'hui, il ne s'agit plus de prédictions mais d'une réalité qui frappe de plus en plus durement et qui commence à modifier à la baisse le niveau de vie de ceux qui, sans même souvent s'en rendre compte, se sont fait faire les poches.

Cet appauvrissement relatif de la jeune génération n'est pas le fruit du hasard. C'est le résultat d'une planification étatique centralisée à l'œuvre depuis la Révolution tranquille et qui, érigée en système tout au long des cinquante dernières années, est encore vénérée dans les milieux où on l'appelle pompeusement le « modèle québécois ». Depuis cette belle époque, le Québec s'est en partie construit et développé à crédit, et son avenir ressemble de plus en plus à la gestion de ce que Christian Dufour appelle son « déclin tranquille ».

Dans le climat de morosité qui règne, une nouvelle génération d'hommes et de femmes refuse cet abaissement et réclame les changements qui permettront de renverser la vapeur. Les jeunes d'aujourd'hui, plus instruits, plus bilingues, plus ouverts sur le reste du monde et mieux au fait des nouvelles technologies, sont nombreux à vouloir mettre la hache dans nos institutions publiques surannées pour que l'on se donne enfin un État modernisé, aminci, plus respectueux des libertés individuelles et qui fait davantage appel à la responsabilité de chacun.

En mai 1968, les boomers d'Occident, alors étudiants, se livrèrent à une révolte contre le capitalisme qui a marqué l'histoire contemporaine. Plus de quatre décennies plus tard, face à une contestation somme toute modérée des jeunes, certains bien-pensants encore épris de mentalité soixante-huitarde leur rétorquent que pour penser de cette manière, il faut nécessairement avoir moins de cœur, de compassion ou d'esprit de solidarité qu'eux-mêmes prétendent en avoir eu. L'insulte suprême est adressée à ceux qui remettent en question ouvertement le sacro-saint « modèle québécois » : on dira d'eux qu'ils sont de droite !

En parcourant cet ouvrage, on comprendra que les jeunes Québécois d'aujourd'hui n'ont tout simplement plus les moyens de se faire des illusions au sujet de l'indépendance du Québec, du modèle fédéral trudeauiste ou de l'État-providence. Ce ne

sont pas leurs valeurs ou leur sens moral qui se métamorphosent, mais bien le monde dans lequel ils évoluent. Ils n'auront d'autre choix que de régler, leur vie durant, la note des ratés du modèle de société dont ils héritent, et d'entreprendre les réformes fondamentales qui s'imposent.

Chaque jour, l'État québécois s'écroule un peu plus sous nos yeux, un peu comme le tunnel Ville-Marie ou le viaduc de la Concorde. Mal entretenu et à bout de souffle, il est de toute évidence parvenu à la fin d'un cycle, avec son endettement parmi les plus lourds en Occident; le décrochage scolaire d'un garçon sur trois au secondaire; une moyenne de plus de vingt heures d'attente dans ce qu'on appelle encore les urgences des hôpitaux montréalais; un régime public de retraite qui se vide; des corporatismes bureaucratique et syndical qui empêchent tout développement; des infrastructures publiques en décrépitude; une certaine dilution de l'identité nationale; le cul-de-sac constitutionnel... la liste des problèmes paraît sans fin.

On peut adopter la stratégie de l'autruche ou, au contraire, se retrousser les manches et entreprendre le grand ménage en opérant ce que plusieurs qualifient volontiers de virage à droite, ou ce que Joseph Facal appelle un « redressement national ».

Le sentiment d'exclusion, d'iniquité et d'injustice que ressent la jeunesse n'ira qu'en s'accroissant.

Peu importe leur allégeance politique, les gouvernements qui devront, au cours des prochaines années, procéder à d'importantes compressions tout en augmentant notre fardeau fiscal, ne feront qu'exacerber encore les tensions et le scepticisme, voire le cynisme ambiants.

Quant à ceux qui prétendent qu'il appartient à l'État d'assurer la justice et l'équilibre non seulement entre les individus mais aussi entre les générations, il faudrait les aviser qu'on ne demande pas au renard de veiller sur le poulailler. Au fil du dernier demi-siècle, nous avons confié aux divers gouvernements le soin de répartir la richesse. Ils ont plutôt choisi de la détourner pour acheter des votes et gonfler la bureaucratie étatique. Quand la croissance économique était au rendez-vous, on faisait peu de cas de ce clientélisme de bas étage pratiqué par à peu près tous les politiciens. Maintenant que notre économie tourne au ralenti et que notre démographie stagne, la fraude politique apparaît au grand jour.

Quand elle se bâtit sur le dos des générations futures, la solidarité bien-pensante que revendiquent les partisans de l'immobilisme relève d'un égoïsme crasse. Des élites intellectuelles vieillissantes nous présentent constamment une vision idyllique de la Révolution tranquille alors que dans les faits, son héritage est d'abord l'emprise systématique du politique sur notre économie et sur nos vies,

au détriment de notre avenir individuel comme national.

Les réformes qui s'imposent pour endiguer le mal ne peuvent être uniquement conjoncturelles. Elles devront être structurelles. Plus on attendra avant de procéder à ces changements, plus l'iniquité s'accroîtra et plus ça fera mal.

Certains nient encore le sombre avenir qui nous attend collectivement, ou encore tentent d'en imputer, aussi invraisemblable que cela puisse paraître, la responsabilité aux plus jeunes. C'est le cas, par exemple, du professeur Léo-Paul Lauzon, qui lançait dans le *Journal Métro* du 21 juillet 2011 :

Les jeunes, ça va faire de critiquer, par lâcheté, les baby-boomers et les syndicats, et de les tenir responsables de votre inaction. [...] Ce sont les vieux qui ont investi des milliards de leur argent pour construire des autoroutes, des ponts, des cégeps, le métro, des hôpitaux, etc. Et qui ont créé la Caisse de dépôt et placement du Québec, la Régie des rentes, et aussi Soquip, Soquiem, Soquia, que vous avez laissé démanteler, sans compter Air Canada, le CN et Petro-Canada, dont vous avez applaudi la privatisation. Ils privatiseraient le parlement et vous trouveriez ça « full cool ».

Et d'ajouter, sans rire :

Ce sont les vieux qui ont implanté et financé un système de santé public et l'assurance-maladie du Qué-

bec, que vous laissez aller aux opportunistes du privé. Pour les remercier, vous les laissez mourir dans les couloirs des hôpitaux et vous trouvez banal d'attendre 20 heures à l'urgence et 2 ans pour un scan. Les nombreux vieux sans ressources, vous les laissez crever dans des résidences insalubres avec des clowns pour les humilier davantage.

J'écris cet essai dans l'espoir de contribuer à outiller ceux qui souhaitent envoyer paître les Léo-Paul Lauzon de ce monde et leur prouver qu'au contraire, les institutions dont certains « vieux » sont si fiers n'auront contribué qu'à enrichir leur passé en appauvrissant notre avenir.

L'auteur-compositeur Stéphane Venne a bien réussi à capter l'énergie, voire l'euphorie des années 1960 et 1970. Il a notamment écrit pour Renée Claude *Le début d'un temps nouveau*, chanson qui, en quelques mots, nous replonge dans l'ambiance de cette époque :

C'est le début d'un temps nouveau
La terre est à l'année zéro
La moitié des gens n'ont pas trente ans
Les femmes font l'amour librement
Les hommes ne travaillent presque plus
Le bonheur est la seule vertu

Un Québec jeune, sans dette publique, qui se modernise et s'ouvre sur le monde. Une génération

de Québécois qui, expérimentant les paradis artificiels et l'amour libre, a fini par se croire toute-puissante et éternelle. Il n'y avait rien avant nous, on part à zéro. L'avenir même n'a pas d'importance, tout ce qui compte, c'est notre bonheur immédiat. Ça faisait certes de belles chansons pour célébrer la Saint-Jean-Baptiste sur le mont-royal ou sur les plaines d'Abraham. Ça permettait aussi aux hippies, « entre deux joints » comme le chantait Charlebois, de danser en croyant promouvoir la *Peace and love* et la jeunesse éternelle dans un monde perpétuellement nouveau.

Mais les choses dégénèrent drôlement quand on se met à puiser dans les textes des paroliers la matière des discours politiques ou, pire encore, pour élaborer des politiques publiques. Sans grande surprise, Stéphane Venne composa aussi la chanson thème du Parti québécois, *Demain nous appartient*, lors de l'élection historique du 15 novembre 1976.

Les choses ont bien changé. Dans le Québec d'aujourd'hui, la moitié des gens ont les cheveux gris, on ne fait plus l'amour sans protection, quand on n'est pas obligé de recourir au Viagra, on fait des heures supplémentaires parce que l'État nous confisque près de la moitié de nos revenus, et on se sent, somme toute, un peu déprimé. Voilà qui est sans doute un peu moins inspirant pour les auteurs-compositeurs de notre temps...

Le politique n'est pas si différent de l'économique dans le sens où, à l'instar des consommateurs, les électeurs s'efforcent le plus souvent de maximiser leur bien-être. On choisit un panier de politiques publiques un peu comme celui qu'on achète au supermarché. On élabore nos préférences électorales en fonction de ce qu'on pense obtenir en retour. Quand le prix des engagements électoraux est inférieur à celui du marché parce qu'une partie substantielle de la facture est refilée à d'autres, on surconsomme des biens et services publics, et l'État devient obèse.

Les électeurs de la génération du baby-boom avaient intérêt à élire des politiciens qui proposaient un accroissement de la taille de l'État. Plus d'État signifiait pour eux plus d'emplois assortis d'une sécurité en béton et plus de services publics de toute sorte (infrastructures, santé, éducation, services sociaux et régimes de retraite), le tout étant rendu possible par le transfert d'une partie de la facture à ceux qui allaient suivre, notamment sous forme de dette publique. On voit donc que l'intervention de l'État – lire aussi l'investissement public – aura suivi cette génération tout au long de sa vie. Ainsi, on s'intéressera à l'éducation au début des années 1960 avec la commission Parent. Vingt ans plus tard, la priorité ira aux baisses d'impôts alors que la même génération sera établie sur le marché de l'emploi. Et au cours des dernières années,

la grande affaire est naturellement devenue la santé alors que, vieillissants, les boomers commencent à s'en inquiéter. On discutera aussi de plus en plus, soyons-en assurés, de sécurité publique, même si le taux de criminalité diminue. C'est que, plus on vieillit, plus on a peur.

En revanche, les électeurs des générations dites « X », « Y » et bientôt « Z », ont eux intérêt à ce que soient réduites la taille et l'intervention de l'État. Pour nous, l'État, c'est le relevé de compte négatif de la carte de crédit de nos parents, transféré à notre nom. Nous payons certes pour une partie des services que nous utilisons, mais nous économisons aussi et surtout pour les dépenses qui ont été effectuées par ceux qui nous précédaient.

Si les plus jeunes réclament en grand nombre que la société se libère de l'étatisme, ce n'est pas parce que la jeunesse a changé dans son essence, mais bien parce que le Québec a changé: nous n'avons collectivement pas les mêmes intérêts que ceux et celles qui avaient notre âge il y a vingt, trente ou même quarante ans.

Je suis toujours exaspéré quand certains boomers accusent leurs enfants d'être des « Tanguy », ces faîneants qui ne décollent jamais du nid familial et abusent de la générosité de leurs parents. Ce que les boomers laissent ainsi sous-entendre, c'est qu'ils ont une éthique du travail supérieure à celle de

leurs cadets, eux qui à notre âge travaillaient déjà, avaient des enfants, une maison, etc.

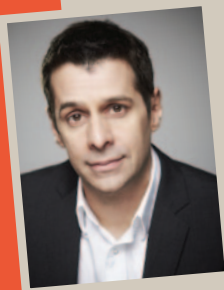
Le doctorant Youri Cormier publiait récemment d'intéressantes données de Statistique Canada qui montrent qu'effectivement, les enfants restent aujourd'hui plus longtemps dans le foyer familial. Toutefois, on découvre vite que ce n'est probablement pas par choix. L'écart économique entre les générations s'est creusé de façon alarmante au cours des trente dernières années. À titre d'exemple, les 24-34 ans se sont appauvris de 12 % entre 1984 et 2005, tandis que les 45-54 ans et les 55-64 ans voyaient leur richesse augmenter de 53 % et 69 % sur la même période. Résultat: si en 1984, les jeunes de 25 à 34 ans étaient trois fois moins riches que leurs parents de 55 à 64 ans, ils sont aujourd'hui près de six fois plus pauvres, et le fossé continue de se creuser.

La détresse de la nouvelle génération s'explique aussi par un taux de chômage anormalement élevé. À l'échelle planétaire, 21 % des jeunes chôment, le record étant de 46,3 % en Algérie. Au Canada, on peut se consoler d'enregistrer le taux relativement bas de 15,1 % de chômage chez les jeunes, mais c'est encore bien au-dessus de la moyenne nationale qui se situe à 8,3 %. En comparant avec la situation d'il y a vingt ans, on constate que, là aussi, l'écart s'est creusé au désavantage des jeunes, alors que leur taux de chômage s'élevait à 12,4 %, contre 8,1 % pour l'ensemble de la population.

Mais ce n'est là que de la pointe de l'iceberg, l'une des conséquences les plus visibles du détournement dont les jeunes sont les victimes. Comme on va le voir, le hold-up générationnel perpétré par les boomers s'étend à une multitude d'aspects de nos vies.

Les baby-boomers ont perpétré un véritable hold-up générationnel : ils ont sans cesse augmenté la taille de l'État québécois pour profiter de ses largesses en confisquant aux plus jeunes leur part de la richesse collective. Or, à l'heure où toutes nos institutions vacillent, ils atteignent l'âge de la retraite et menacent de porter le coup de grâce au système. Il est donc urgent de réformer l'État-providence en le soumettant à un régime draconien.

Que l'on partage ou non son diagnostic, Éric Duhaime met en lumière des réalités démographiques, économiques et politiques que l'on ne saurait balayer du revers de la main. Il offre dans ce premier essai une vision globale de sa réflexion, qui devrait intéresser ses partisans autant que ses critiques.



Polémiste coloré et convaincu, Éric Duhaime défend les idées d'une droite politique très attachée aux libertés individuelles, celle que les Américains appellent « libertarienne ». Après plusieurs années passées dans les officines de la Chambre des communes et de l'Assemblée nationale, il est maintenant chroniqueur dans les grands médias du Québec et du Canada anglais.